

# RAPPORT DU PRÉSIDENT

JANVIER 2007 – MARS 2007

---

Consœurs et confrères,

Pendant toute la période visée par le présent rapport, les membres du SCFP ont été actifs sur plusieurs fronts.

Trois groupes, la section locale 3207 à Regina (Saskatchewan), la section locale 3251 à Cornwall et la section locale 3261 à Toronto (Ontario), sont aux piquets de grève. De plus amples détails sont fournis plus loin dans les pages qui suivent.

De nombreuses autres sections locales sont à la table des négociations et l'année promet encore une fois d'être très occupée à ce chapitre.

La scène politique fédérale a aussi été très active et, tous les jours, les spéculations vont bon train sur la tenue d'élections au printemps. Notre syndicat collabore étroitement avec le CTC pour assurer l'adoption du projet de loi C-257, la loi fédérale anti-briseurs de grève.

L'économie canadienne est toujours aussi contrastée, avec une croissance déchaînée et une pénurie de main-d'œuvre en Alberta, et un taux de chômage élevé et de nombreux licenciements dans d'autres régions (comme l'industrie de l'automobile en Ontario).

En plus des activités ci-dessus, les militants et les membres du personnel du SCFP se consacrent à fond à beaucoup d'autres enjeux locaux et régionaux.

## **1. Grèves**

### ***Section locale 3207, foyers Cheshire Homes (Regina, Saskatchewan)***

Trente-cinq travailleuses et travailleurs de foyers infirmiers ont bravé un froid mordant en Saskatchewan pendant une grève de 47 jours pour obtenir des salaires équitables.

Un règlement a été conclu le 4 mars, lorsque l'employeur a fini par accepter de redonner 100 % du financement provincial destiné aux salaires des travailleuses et travailleurs du centre communautaire (secteur des services sociaux).

Félicitations à la présidente Margaret Mukakigali et à tous les membres, ainsi qu'au conseiller syndical Mike Keith, qui ont négocié ce règlement durement acquis.

### ***Section locale 3251, paramédics (Cornwall, Ontario)***

70 paramédics, membres de la section locale 3251, sans contrat de travail depuis le 30 septembre 2004 ont entrepris des moyens de pression le 26 février 2007.

Après un intense blitz médiatique et de lobbying, les parties ont repris les négociations et un protocole d'accord a été conclu le 13 mars. La ratification a eu lieu le lendemain. La section locale a fait d'importants gains au chapitre de la parité salariale avec d'autres membres de ce groupe professionnel. Avec le rétrécissement de l'écart salarial, la section locale est confiante de pouvoir atteindre cet objectif aux prochaines négociations, qui doivent commencer au début de septembre 2007.

### ***Section locale 3261, Presses de l'Université de Toronto (Toronto, Ontario)***

Les membres de la section locale 3261, Presses de l'Université de Toronto, ont déclenché la grève le 5 mars 2007. Les travailleurs d'entrepôt de l'un des imprimeurs les plus prestigieux du Canada gagnent un maigre 9,36 \$ l'heure, sans avantages sociaux. Ils veulent un modeste 10 \$ l'heure, avec avantages sociaux. L'imprimerie appartient à l'Université de Toronto.

## **2. Recrutement**

Entre le 1<sup>er</sup> décembre 2006 et le 7 mars 2007, notre syndicat a reçu neuf accréditations de conseils du travail, pour un total de 450 nouveaux membres du SCFP. D'autres accréditations ont été déposées et, au moment de rédiger le présent rapport, nous attendons la confirmation officielle.

Comme pour les récents rapports trimestriels sur le recrutement inclus aux présentes, les membres et le personnel du SCFP restent très occupés sur ce front. Chaque région a élaboré des plans et des outils de recrutement. En voici un aperçu :

Dans la **région de l'Atlantique**, notre principale préoccupation à Terre-Neuve-et-Labrador sont les prochains votes d'allégeance dans le secteur des soins de courte durée. Les régies sanitaires Western et Eastern ont demandé la tenue de ces votes. En tout, quelque 1 350 membres du SCFP y participeront. Dernièrement, en Nouvelle-Écosse, les organisatrices du secteur des garderies ont fait signer des cartes aux cinq superviseuses et directrices de la garderie St. Joseph's Children's Centre. Nous avons également déposé une demande d'accréditation pour les brigadiers scolaires de la police régionale de Halifax et nous attendons la réponse du conseil du travail.

La **région des Maritimes** a amorcé au cours des derniers mois, au Nouveau-Brunswick, une campagne de recrutement dans les foyers de soins infirmiers. Les membres mènent également une campagne pour recruter les derniers travailleurs des services ambulanciers du N.-B. qui ne sont pas encore syndiqués.

Après avoir réussi à accréditer les sauveteurs de la ville de Terrebonne dans la **région du Québec**, nous avons obtenu d'autres contacts positifs dans la région. Les membres de la région travaillent aussi à mettre au point une stratégie de recrutement dans le secteur universitaire et amorceront un processus de réflexion sur les secteurs des services sociaux et des commissions scolaires.

Au cours des derniers mois, la **région de l'Ontario** a eu recours à des membres-organisateur pour aider dans diverses activités de recrutement.

Nous avons réussi à accréditer cinq nouveaux groupes et nous avons accueilli dans la famille du SCFP les membres de Travois Medical Transfer, les travailleurs à temps partiel de l'hôpital St. John's Rehabilitation, Amica On Bayview, A Place Called Home et le CAS de Lexington/Addington.

Sur le front du recrutement dans le secteur des garderies, de nombreuses activités ont été organisées dans les régions de Windsor, d'Ottawa et de Toronto. Les plans de recrutement dans le secteur universitaire ont aussi progressé et trois campagnes sont en cours.

Le projet de réaligement des centres d'accès aux soins communautaires de l'Ontario a obligé le SCFP à travailler avec les vingt-trois sections locales du SCFP visées pour préparer les votes d'allégeance. Un certain nombre de votes d'allégeance et d'autres campagnes de recrutement sont aussi en cours dans la région.

Dans la **région du Manitoba**, nous avons été accrédités pour 42 nouveaux membres du SCFP à la Behavioural Health Foundation, à Selkirk. La région se prépare aussi à un autre vote d'allégeance possible à la régie régionale de la santé de Parkland et envisage d'autres campagnes de recrutement.

La **région de la Saskatchewan** demeure centrée sur le secteur de l'éducation, où le SCFP tente de recruter des membres dans les deux derniers districts. Les membres assurent aussi le suivi de nouvelles demandes dans le secteur communautaire.

Dans la ***région de l'Alberta***, une demande d'accréditation a été déposée au nom des travailleurs de la Ville de Blackfalds et nous attendons des nouvelles du conseil du travail. Un certain nombre de projets de recrutement se poursuivent.

Dans la ***région de la Colombie-Britannique***, un deuxième vote a eu lieu pour le district scolaire n° 60 (Peace River North) et nous attendons le résultat.

Après un projet de repérage intensif de trois mois, le recrutement a commencé dans le secteur des garderies le 2 janvier. Le projet a permis de trouver 326 garderies non syndiquées sur des lieux de travail où le SCFP détient des accréditations. La première phase du projet vise trois collectivités – Surrey, New Westminster et Vancouver. En outre, nous avons réussi à recruter les éducatrices de la petite enfance de deux lieux de travail « Start Program » à Coquitlam, qui se joindront à la section locale 561 du SCFP. Plusieurs rencontres ont eu lieu avec les sections locales des universités pour déterminer les priorités préliminaires.

Le ***Syndicat des employés d'hôpitaux*** a réussi à libérer 141 travailleurs du Christian Labour Association of Canada (Association chrétienne du travail du Canada). Les négociations pour la première convention collective commenceront en juin 2007.

Le SEH a aussi présenté une demande pour 149 travailleurs aux lieux de travail de Penticton de Good Samaritan – Village by the Station, et attend la réponse à cette demande. Les membres ont aussi remporté le vote des employés du lieu de travail de Golden Life – Rocky Mountain Village – Fernie. Les efforts de recrutement du SEH continuent de porter sur le secteur des soins de longue durée.

### **3. Scène politique fédérale**

Les députés devraient voter le 21 mars 2007 sur le projet de loi C-257, la loi qui interdit le recours aux briseurs de grève pendant les conflits de travail fédéraux.

Vous vous souviendrez qu'à la fin de l'année dernière, le projet de loi a été adopté en deuxième lecture par une marge de 167 députés contre 101. Depuis ce vote, d'autres audiences parlementaires ont eu lieu et les chefs d'entreprises et groupes d'affaires ont mené un lobbying intensif.

Comme on pouvait s'y attendre, il y a eu quelques glissements dans les rangs des libéraux pour l'appui au projet de loi. L'appui du NPD et du Bloc Québécois demeure solide. Nous soutenons sans réserve les efforts de lobbying menés par le CTC dans ce qui promet d'être un vote très serré.

De plus en plus, on pense que des élections fédérales auront lieu au printemps. La plupart des Canadiens ne veulent probablement pas de ces élections et préféreraient que l'actuel Parlement se consacre à des dossiers importants comme le changement climatique, les garderies et le financement de l'éducation post secondaire.

Je me suis joint avec fierté à des centaines d'étudiants de l'Université d'Ottawa qui ont organisé une Journée nationale d'action sur la Colline du Parlement, le 7 février. La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants a tenu cette Journée d'action pour attirer l'attention sur la hausse des droits de scolarité. De nombreux leaders et militants du SCFP ont participé aux manifestations organisées d'un bout à l'autre du pays.

#### **4. Accords commerciaux**

De nouveaux accords commerciaux et zones de libre-échange entre les provinces et avec certains États américains prennent forme et exigent notre attention.

La Colombie-Britannique et l'Alberta ont signé le TILMA (Accord sur le commerce, l'investissement et la mobilité de la main-d'œuvre), sans consulter ni leur législature, ni leurs municipalités. Cet accord donnera au secteur privé de nouveaux motifs pour poursuivre les administrations locales qui adoptent des règlements pouvant menacer les profits. Ces règlements peuvent avoir trait au zonage municipal, à la prestation de services de santé sans but lucratif ou à la protection de l'environnement.

« Atlantica » est la zone de libre-échange proposée pour les provinces de l'est et les États de la Nouvelle-Angleterre. Elle vise à éviter les règlements commerciaux américains en créant une route de transport de l'Asie vers les États-Unis en passant par l'est du Canada.

La région économique Pacifique-Nord-Ouest est un projet de zone de libre-échange qui inclut l'Alaska, le Montana, l'Idaho, l'Oregon et Washington aux États-Unis, et la Colombie-Britannique, l'Alberta et le Yukon au Canada. Les entreprises de ces territoires sont bien décidées à accroître la privatisation et la déréglementation.

Tous ces projets s'inscrivent dans une attaque beaucoup plus concertée des grandes entreprises contre la démocratie et le secteur public. Malgré les apparences, elles ne sont pas limitées à des régions spécifiques. Elles sont interreliées, tant par leur intention que par leur stratégie, et elles se répandront partout sur le continent.

Notre organisation travaille déjà avec d'autres syndicats et des partenaires de coalitions à informer et à mobiliser pour protéger l'intérêt public. Nous continuerons de le faire et nous invitons toutes les sections locales à se joindre à nous.

#### **5. Les élections au Québec**

Les Québécois iront aux urnes le 26 mars, le premier ministre Jean Charest cherchant à obtenir un deuxième mandat.

Le gouvernement Charest a favorisé la privatisation des soins de santé et imposé des conventions collectives à des milliers d'employés de la fonction publique, incluant des membres du SCFP.

Le SCFP-Québec collabore avec la Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec, qui a accordé son appui officiel au Parti Québécois.

## **6. Congrès des divisions provinciales**

Avec le printemps arrive la saison des congrès des divisions provinciales. Le calendrier des congrès des 10 provinces est le suivant :

SCFP-Saskatchewan	7 au 9 mars 2007	Regina
SCFP-Alberta	21 au 23 mars 2007	Medicine Hat
SCFP-Nouveau-Brunswick	29 au 31 mars 2007	Fredericton
SCFP-Manitoba	12 au 14 avril 2007	Winnipeg
SCFP-Nouvelle-Écosse	22 au 25 avril 2007	Yarmouth
SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador	1 <sup>er</sup> et 2 mai 2007	Gander
SCFP-Québec	7 au 11 mai 2007	Québec
SCFP-Colombie-Britannique	9 au 12 mai 2007	Victoria
SCFP-Île-du-Prince-Édouard	17 et 18 mai 2007	Summerside
SCFP-Ontario	24 au 26 mai 2007	Windsor

Des milliers de militants du SCFP débattront de résolutions et formuleront des politiques qui guideront notre syndicat dans des dossiers provinciaux. Le confrère Claude et moi sommes impatients de rencontrer les délégués et d'écouter les débats à tous les congrès.

Nos congrès de divisions provinciales préparent le terrain à notre congrès national, qui aura lieu à Toronto, au cours de la semaine du 15 au 19 octobre 2007.

## **7. Groupe de travail national sur la participation des femmes (GTNPF)**

Notre Groupe de travail national sur la participation des femmes a été très occupé depuis mon dernier rapport. Les membres du Groupe se sont réunies à la fin de janvier pour achever l'analyse des consultations menées en 2006 et pour formuler un rapport, avec recommandations, qui sera présenté à chaque congrès de division provinciale.

La réponse des membres et des sections locales a été la plus importante de toute l'histoire de notre syndicat:

- 2 300 membres ont participé à 196 consultations menées dans 121 collectivités de tout le Canada.
- En tout, environ 4 600 sondages individuels auprès des membres ont été retournés au GTNPF.

- De ce nombre, 16.2 % provenaient de membres non actifs du syndicat.
- En tout, 300 sections locales, un peu plus de 10 % de notre effectif, ont retourné le sondage mené auprès des sections locales.

Le GTNPF présentera un rapport sur les commentaires reçus, en plus de soumettre des recommandations qui porteront notamment sur l'éducation au syndicat, la négociation d'enjeux d'intérêt pour les femmes et les moyens à prendre pour éliminer les barrières qui empêchent les femmes de participer pleinement à la vie de leur syndicat. Le Groupe de travail recommandera aussi des changements structurels, comme le prévoit le mandat défini dans la résolution au congrès national de 2005 qui a créé le Groupe.

J'incite chacune et chacun d'entre vous à surveiller les envois, à visiter souvent le site du SCFP national et à assister au congrès de la division provinciale de votre région, puis à nous faire part de vos commentaires.

Comme membre du Groupe de travail et comme président national, je tiens à vous dire à quel point je suis fier que notre syndicat favorise cette très nécessaire discussion ouverte. Je veux également rendre hommage à nos consœurs (tant les membres que les conseillères) qui travaillent si fort au GTNPF.

Le but du Groupe de travail est d'éliminer les barrières qui empêchent les femmes de participer à part entière aux activités de notre syndicat, un enjeu qui est très important pour tous les membres et le personnel du SCFP.

Et bonne Journée internationale des femmes (8 mars) – en retard – à toutes les consœurs du SCFP!

## **8. Négociations collectives**

En plus des grèves mentionnées plus tôt dans le présent rapport, des centaines de sections locales du SCFP sont présentement à la table des négociations.

En moyenne, environ un tiers de nos 3 100 conventions collectives sont renouvelables chaque année. Pour ce qui est des tendances dans les récentes négociations au SCFP, les données qui suivent sur la durée des ententes, tirées de notre Système d'information sur les conventions collectives (SICC), sont intéressantes.

### **Pour les conventions collectives prenant fin après le 1<sup>er</sup> janvier 2007 :**

Exemples de 1 166 conventions collectives dans l'inventaire du SICC

<b>Durée</b>	<b>Conventions</b>	<b>%</b>
1 an ou moins	16	1,4
Plus de 1 an et jusqu'à 2 ans inclusivement	121	10,4
Plus de 2 ans et jusqu'à 3 ans inclusivement	604	51,8

Plus de 3 ans et jusqu'à 4 ans inclusivement	249	21,4
Plus de 4 ans et jusqu'à 5 ans inclusivement	146	12,5
Plus de 5 ans	30	2,6
Totaux	1166	100

Durée moyenne = 3,29 ans

### **Pour les conventions collectives prenant fin après le 1<sup>er</sup> janvier 2006 :**

Exemples de 1 867 conventions collectives dans l'inventaire du SICC

<b>Durée</b>	<b>Conventions</b>	<b>%</b>
1 an ou moins	39	2,1
Plus de 1 an et jusqu'à 2 ans inclusivement	290	15,5
Plus de 2 ans et jusqu'à 3 ans inclusivement	967	51,8
Plus de 3 ans et jusqu'à 4 ans inclusivement	352	18,9
Plus de 4 ans et jusqu'à 5 ans inclusivement	176	9,4
Plus de 5 ans	43	2,3
Totaux	1867	100

Durée moyenne = 3,23 ans

La durée moyenne d'une convention collective a légèrement augmenté de 2006 à 2007. Le nombre de conventions collectives de 1 et 2 ans a légèrement diminué, tandis que le nombre de conventions collectives de 4 et 5 ans a légèrement augmenté. Le nombre de conventions collectives de 3 ans est demeuré constant.

## **9. Rapports régionaux**

### **Division du transport aérien**

Les membres des composantes d'Air Canada et d'Air Transat accueillent leurs nouveaux dirigeants et dirigeantes. Nos membres de Calm Air viennent tout juste de ratifier une convention collective de 6 ans, qui inclut des hausses salariales (3 % plus une indemnité de vie chère chaque année), des primes d'ancienneté, une augmentation de 2 % de leur régime de retraite et des améliorations aux programmes de vols.

### **SEH**

Le SEH a surtout fait campagne sur la participation des membres à la « Conversation sur la santé » (Conversation on Health) du gouvernement provincial. D'excellents documents ont été produits pour aider nos membres à exprimer leur point de vue. Une conférence sur l'égalité, au cours de laquelle 120 délégués continueront de faire avancer le travail du syndicat pour une plus grande égalité au sein du mouvement syndical et ailleurs, est prévue pour le début avril.



## **Colombie-Britannique**

Cranbrook a mis fin à un PPP pour son centre de loisirs, ce qui prouve une fois de plus que les PPP ne sont qu'une occasion pour les entrepreneurs de se remplir les poches. L'exploitation du centre de loisirs reviendra au secteur public. Malgré tout, le gouvernement Campbell continue d'affirmer que, pour tous les projets de plus de 20 millions de dollars, il faut démontrer qu'un PPP ne peut pas aussi bien faire l'affaire. Nous devons donc intensifier notre travail. Une campagne vigoureuse est en cours pour empêcher le secteur privé de mettre la main sur le traitement des égouts dans le District régional de la capitale (Victoria). Compte tenu des succès que nous avons remportés dans d'autres campagnes, nous comptons gagner dans ce dossier aussi.

Notre secteur des services sociaux est menacé, car le gouvernement songe à adopter un modèle de prestation avec entrepreneur indépendant. Nos sections locales travaillent avec les autres syndicats de ce secteur pour tenter de renverser la vapeur.

## **Alberta**

Malgré les surplus de 7 milliards de dollars accumulés par les gouvernements provinciaux, les partenariats public-privé sont toujours à l'ordre du jour dans de nombreuses collectivités. Les sections locales du SCFP font intensivement campagne afin d'empêcher la réalisation d'un PPP pour le traitement des eaux usées à Taber, ainsi que des écoles en PPP à Calgary, la riche capitale du pétrole.

Les délégués à la conférence syndicale « Union Agreement Conference » en février ont discuté des répercussions économiques de la prospérité actuelle de l'Alberta, en particulier des défis que posent le recrutement et le maintien en poste dans le secteur public et le traitement injuste infligé aux travailleurs étrangers temporaires. Une conférence sur le commerce prévue en avril rassemblera des membres de tous les secteurs qui travaillent dans les métiers pour aborder leurs préoccupations particulières.

## **Saskatchewan**

C'est surtout la grève dans les foyers Cheshire Homes qui a attiré l'attention, mais les négociations continuent dans nos autres secteurs. Nous avons fait des progrès à Saskatoon et nous espérons que la Coalition municipale de Regina pourra miser sur le succès de sa grève de 2006 pour obtenir un règlement équitable. Nous poursuivons notre lobbying en faveur de négociations provinciales dans le secteur des conseils scolaires et nous espérons faire entendre notre message aux prochaines élections provinciales. À l'Université de la Saskatchewan, nous travaillons au sein d'une coalition formée des professeurs et de l'association des cadres intermédiaires.

## **Manitoba**

« Retrouver la passion de la politique » est le thème de la conférence sur l'action politique du SCFP-Manitoba qui aura lieu en mars. L'activité aidera les délégués à se préparer aux prochaines élections provinciales.

Grâce au travail infatigable des sections locales et du personnel, beaucoup de bons règlements ont pu être négociés et des conflits ont été évités. La section locale 500 est à mettre au point une campagne destinée à contrecarrer les visées de droite du conseil municipal qui continuent de menacer les emplois de nos membres.

## **Ontario**

Le Comité de coordination des conseils scolaires de l'Ontario (CCCSO) poursuit sa campagne « Fair Funding » (un financement équitable). La phase 2 vise à faire pression sur les libéraux pour qu'ils modifient le modèle de financement, en tenant compte de ce qui suit :

- Accroissement des heures de travail des AE pour l'éducation à l'enfance en difficulté, la supervision et la charge de travail.
- 350 millions de dollars pour le financement des installations.
- Fermetures d'école.
- Utilisation des écoles à des fins communautaires.
- La façon dont la formule de financement en éducation favorise la réduction des emplois du personnel de soutien.

Les sections locales des hôpitaux ont tenu des votes de grève dans le cadre d'une escalade des moyens de pression pour empêcher le gouvernement ou les RLISS de déroger aux conventions collectives dans la restructuration des soins de santé. Les membres ont voté à 95 % en faveur des moyens de pression. Le gouvernement s'est engagé à ne pas déroger aux conventions collectives.

Le SCFP et le SEEFPO (Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario), comprenant 80 unités de négociations dans le secteur des associations de l'intégration communautaire (AIC), poursuivent leurs efforts de négociation pour tenter d'en arriver à une entente sur des enjeux primordiaux avec leurs employeurs. Les employeurs refusant de se réunir à une table centrale, les négociations sont de nouveau prolongées.

Dans une récente ronde de négociations, l'unité de logement du SCFP (section locale 416) a négocié des clauses innovatrices sur la diversité au travail. Les clauses ont mené à l'élaboration d'une nouvelle entente de partenariat entre la section locale 416, Société de logement communautaire de Toronto (Toronto Community Housing Corporation ou TCHC), la section locale 847 des Teamsters et Goodwill, à Toronto.

« B.E.A.C.H., Beyond the Block » est un programme d'emploi pour les locataires des logements sociaux qui aide les participants à acquérir les compétences professionnelles nécessaires pour décrocher des emplois semblables à ceux qu'occupent les membres de la section locale 416 à la TCHC.

## Québec

Lors de son congrès, la section locale 1500 a lancé le Fonds Charles-Currier pour venir en aide aux groupes de travailleurs ayant peu de moyens financiers et favoriser la syndicalisation du Québec.

L'année 2007 est une année de négociations dans la plupart des universités. Les enjeux syndicaux concernent, entre autres, la sous-traitance, l'utilisation d'employés à la pige et la mobilité du personnel. Sur le plan monétaire, les négociations seront fortement marquées par le règlement intervenu dans la fonction publique et parapublique en décembre 2005 et surtout par le déficit de solvabilité des caisses de retraite (en particulier dans le réseau de l'Université du Québec et à l'Université Laval). Toutes les sections locales membres du Conseil Provincial du secteur universitaire tenteront d'arrimer leurs dates d'échéance de convention collective.

Les négociations se poursuivent au Journal de Québec (propriété de Quebecor). Toutefois, les quelque 250 membres de nos quatre sections locales (1450, 1872, 2808 et 3208) appréhendent toujours un lock-out qui pourrait être décrété d'une semaine à l'autre. Quebecor cherche à restructurer complètement les différentes composantes de son empire médiatique (journaux, télé, internet, télédistribution) au détriment des travailleuses et des travailleurs du Journal, en supprimant des dizaines d'emplois et en transférant leur travail dans d'autres composantes de l'empire.

Au cours des trois derniers mois, le Service de la recherche du SCFP au Québec a publié, avec la collaboration du Service de l'information, un volume, intitulé *Au travail et sous surveillance*. L'ouvrage de 230 pages comporte une revue des lois et de la jurisprudence à l'égard de la surveillance et du contrôle au travail et explique les principes qui guident les différents tribunaux en cette matière, l'angle sous lequel ils examinent cette question et les divers facteurs qui motivent leurs décisions. Chaque section locale du Québec en a reçu un exemplaire.

## Nouveau-Brunswick

La section locale 1252, Conseil des syndicats d'hôpitaux du Nouveau-Brunswick, se prépare aux prochaines négociations, sa convention collective prenant fin le 30 juin. Des sondages sur les négociations ont été envoyés à ses 6 500 membres dans ce qui sera la première phase d'une campagne de négociations exhaustive.

Le ministre de la Santé a officiellement annoncé la création d'une seule société du secteur public, appartenant au gouvernement du Nouveau-Brunswick, pour améliorer les services ambulanciers dans l'ensemble de la province. Toutes les personnes au service de cette société seront des employés du secteur public. Les conseillers syndicaux de la section locale 1252 du SCFP, qui représente les membres du SCFP des services ambulanciers, ont entrepris une tournée de la province pour rencontrer chaque service ambulancier, qu'il soit public, privé ou non syndiqué, afin d'informer nos membres présents et potentiels des transitions qui auront lieu. En même temps que les moyens d'action décrits ci-dessus, nous recrutons dans 12 services ambulanciers non syndiqués de la province.

## **Nouvelle-Écosse**

Le Conseil des syndicats des conseils scolaires de la Nouvelle-Écosse (NSSBCU) poursuit son travail dans les négociations provinciales du secteur des conseils scolaires. Le travail sur les classifications d'emplois est terminé et le gouvernement discute présentement des taux de salaires. Le but du Conseil est d'obtenir des unités de négociation à part entière d'ici le 1<sup>er</sup> avril.

Le SCFP de la Nouvelle-Écosse a forgé une nouvelle alliance dans le secteur des garderies avec la création de la Coalition d'action sur l'éducation de la petite enfance (Action Coalition on Early Childhood Education Care ou ACECEC). Comme nous, cette organisation exige la création d'un système public de services de garde à l'enfance pour les familles des travailleurs de la Nouvelle-Écosse.

Dynamisés par les succès remportés dans leurs dernières rondes de négociation, les travailleurs du soutien à domicile se sont réunis et ont convenu de poursuivre les négociations coordonnées qui leur ont été si bénéfiques dans le passé.

## **Île-du-Prince-Édouard**

La division du SCFP de l'Île-du-Prince-Édouard a récemment organisé une excellente conférence sur l'action politique, à laquelle de nombreux membres ont assisté. L'activité a permis de cerner des enjeux prioritaires en prévision des élections provinciales qui devraient avoir lieu au printemps.

Le SCFP de l'Î.-P.-É. est toujours aussi engagé dans le processus politique et a soumis un mémoire au ministre des Finances avant la présentation de son budget.

## **Terre-Neuve-et-Labrador**

Avec les votes d'allégeance qui auront lieu bientôt dans le secteur des soins primaires entre les régions sanitaires de l'ouest et de l'est, le SCFP a joué un rôle actif sur tous les fronts pour être le syndicat de choix.

La section locale 1560, du district scolaire Eastern, a offert un repas chaud gratuit à plus de 600 élèves du primaire qui avaient été déplacés. L'activité a suscité des commentaires très élogieux dans les médias.

La section locale 569, cols bleus de Saint-Jean, a organisé, en collaboration avec nos conseillères et conseillers des communications et de la recherche, une campagne visant à rapatrier à l'interne un nouveau programme de recyclage.

## **10. Négociations avec le personnel**

Au moment de mettre le présent rapport sous presse, je suis heureux de pouvoir dire que nous avons conclu, le samedi 17 mars 2007, un accord de principe avec trois de nos syndicats du personnel:

- Syndicat canadien des employées et employés professionnels et de bureau (SEPB);
- Syndicat du personnel technique et administratif (SPTA);
- Syndicat canadien du personnel (SCP).

Toutes les parties recommandent l'acceptation de l'entente de quatre ans. Bien entendu, aucun détail ne sera rendu public avant la ratification par les syndicats du personnel et par le Conseil exécutif national.

Ce fut une période difficile pour notre syndicat et, bien que je sois heureux qu'un accord de principe ait été conclu, je reconnais la tension qu'ont vécue beaucoup de personnes au cours des dernières semaines.

Le SCFP a choisi de ne pas négocier en public et, même si cela signifiait que nous ne pouvions pas répondre aux rumeurs, aux messages Web et aux courriels, je crois que cette décision était la bonne. Négocier en public avec notre personnel aurait été inacceptable et irrespectueux, tant pour nos membres que pour notre personnel. Même si l'inexactitude de beaucoup des rumeurs nous a dérangés, y répondre aurait eu pour effet de projeter les négociations sur la place publique. Avec plus de 2 300 sections locales et 560 000 membres, nous n'étions pas prêts à agir ainsi.

Le présent rapport ne peut pas donner plus de détails sur le règlement, car les membres de notre personnel doivent prendre connaissance de l'accord de principe auprès de leurs syndicats respectifs. Nous demandons à tous ceux et celles qui nous ont écrit ou qui nous ont téléphoné, et qui pourraient avoir d'autres questions, d'attendre que les ententes aient été ratifiées.

Je tiens à vous remercier pour votre militantisme et pour votre engagement à l'égard de notre syndicat. Et je remercie notre personnel pour le travail fait quotidiennement pour vous, les membres.

## **11. Retraites et décès**

En terminant, je tiens à féliciter les membres du personnel ci-dessous qui ont annoncé leur retraite. Merci à chacune et à chacun d'entre vous pour vos années de dévouement.

La consœur Carole Renaud, bureau national (1<sup>er</sup> janvier 2007)

Le confrère Serge Leboeuf, bureau régional du Québec (1<sup>er</sup> février 2007)

La consœur Nancy Roussy, bureau régional du Québec (1<sup>er</sup> mars 2007)

La consœur Judith Mae Quesnell, bureau de Saskatoon (1<sup>er</sup> avril 2007)  
Le confrère David Sarrokanian, bureau régional de l'Ontario (1<sup>er</sup> avril 2007)  
Le confrère Jacques Sirois, bureau de Moncton (1<sup>er</sup> mai 2007)  
La consœur Nancy Gainsford, bureau de Brandon (1<sup>er</sup> mai 2007)  
La consœur Ginette Kerwin, bureau régional des Maritimes (1<sup>er</sup> mai 2007)  
La consœur Catherine Cheeseman, bureau de Peterborough (1<sup>er</sup> juin 2007)  
La consœur Sandi Howell-Solc, bureau national (1<sup>er</sup> août 2007)  
La consœur Joan Peters, bureau de Charlottetown (1<sup>er</sup> novembre 2007)

Je présente également mes sincères condoléances à la consœur Pat McTaggart, conjointe du confrère George McTaggart (ancien conseiller syndical et conseiller à l'éducation – région du Manitoba) qui est décédé en février.

J'aimerais aussi honorer la mémoire de nos retraités décédés récemment. La consœur Mary Bent, 2 janvier 2007; la consœur Margaret Hellard, 11 janvier 2007; le confrère Manning McIntyre, 25 février 2007; et la consœur Madeline Anderson, 1<sup>er</sup> mars 2007. J'offre toutes mes sympathies aux familles.

Enfin, je remercie du fond du cœur tous les militants et tous les membres du personnel qui, chaque jour, consacrent temps et énergie à la défense nos membres.

En toute solidarité,

Le président national,

PAUL MOIST

:nr/sepb 491